

## CUBA

Amnesty International craint une nouvelle escalade de la répression contre les dissidents à l'intérieur du pays

Index AI : AMR 25/13/96

Amnesty International a déclaré ce jour (vendredi 1<sup>er</sup> mars 1996) que l'intensification des tensions entre les gouvernements cubain et américain après la destruction, samedi dernier, de deux avions à bord desquels se trouvaient des exilés cubains risquait d'entraîner une nouvelle escalade de la répression à l'intérieur du pays.

L'Organisation déclare : « Cette affaire ne devrait pas servir à occulter ce qui se passe à Cuba, à savoir les arrestations de membres de l'opposition qui se poursuivent depuis quinze jours.

« On ne peut exclure le risque de représailles violentes exercées par des forces favorables au gouvernement contre des opposants notoires, comme cela s'est déjà produit par le passé dans des moments de forte tension. »

Amnesty International appelle toutes les parties concernées à coopérer pleinement à l'enquête qui doit être effectuée par l'Autorité internationale de l'aviation civile, à la suite de la destruction de deux avions appartenant à l'organisation Hermanos al Rescate (Frères du secours), qui a causé la mort de quatre personnes.

Dix jours avant cette affaire, les autorités cubaines avaient commencé à arrêter les membres du Concilio Cubano (Conseil cubain), une coalition formée en octobre 1995 et rassemblant quelque 140 groupes non gouvernementaux, parmi lesquels figuraient notamment des groupes de l'opposition politique, de défense des droits de l'homme, de journalistes, d'avocats, de syndicalistes et de femmes. Alors qu'une conférence nationale du Concilio Cubano devait se dérouler pendant le week-end des 24 et 25 février, des policiers ont été postés devant le domicile d'un grand nombre de membres de cette coalition pour les empêcher de sortir et de recevoir des visites. D'autres personnes ont été placées en détention, certaines pour la deuxième ou troisième fois en quelques jours.

Les arrestations se sont poursuivies au cours de la semaine dernière. De nombreuses lignes téléphoniques ayant été coupées, il est difficile de savoir précisément quelles personnes ont été maintenues en détention et risquent d'être inculpées. Une vingtaine de personnes étaient apparemment toujours incarcérées au moment de la rédaction du présent bulletin.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par le cas de Rafael Solano, directeur de Habana Press, une agence de presse indépendante qui fait partie du Conseil cubain : cet homme a été arrêté au moins dix fois au cours des neuf derniers mois. De nouveau interpellé le 27 février, il aurait été emmené à la Villa Marista, siège du Département de la Sécurité de l'État.

La plupart des personnes arrêtées lors de la récente vague de répression ont été détenues dans des postes de police ou dans les locaux du Service des enquêtes judiciaires ; celles qui ont été emprisonnées ont été inculpées de délits mineurs de droit commun. Le fait que Rafael Solano ait été transféré à la Villa Marista laisse à penser qu'il pourrait être inculpé d'infractions politiques graves, et il est possible que d'autres personnes connaissent le même sort.

L'Organisation considère Rafael Solano comme un prisonnier d'opinion, incarcéré pour avoir simplement tenté d'exercer son droit à la liberté d'expression et d'association, et elle demande sa libération immédiate. Cet homme devrait être autorisé sans délai à consulter l'avocat de son choix et à recevoir la visite de sa famille.

Amnesty International appelle les autorités cubaines à mettre immédiatement un terme aux arrestations et au harcèlement dont sont victimes les Cubains qui tentent d'exercer pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, tels que ceux-ci sont énoncés par

les normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme.

Le contexte

Le gouvernement cubain affirme que le Conseil cubain, dont les objectifs déclarés sont entièrement pacifiques, est financé et soutenu par les autorités américaines. Depuis la création de cette coalition, ses membres ont été régulièrement détenus pour de courtes périodes, harcelés et menacés de violences physiques.

Des éléments démontrent par ailleurs que les autorités mènent une campagne délibérée pour discréditer le conseil, en tentant de le lier aux groupes d'exilés cubains basés aux États-Unis et qui prônent le renversement du président Castro par la violence. Amnesty International ne dispose toutefois d'aucun élément probant laissant à penser que le conseil se livre en tant que tel à des activités autres que pacifiques.

Les groupes d'exilés cubains et les groupes d'opposition à l'intérieur du pays recouvrent un large éventail d'opinions. Si certains préconisent l'action terroriste contre le gouvernement cubain et tentent même d'organiser des opérations de cette nature, nombre de ces groupes sont opposés à la violence et appellent le gouvernement à respecter leurs droits civils et politiques, espérant obtenir un changement politique par des moyens pacifiques.

Le Conseil cubain, qui espérait tenir une conférence nationale à La Havane entre le 24 et le 29 février, avait sollicité l'autorisation du gouvernement. Aucune réponse officielle ne lui était parvenue au début de février, mais le groupe avait manifesté son intention de tenir la réunion. Un haut responsable gouvernemental ayant informé oralement l'un des dirigeants de la coalition, à la mi-février, que la réunion était interdite, le Conseil national de coordination du Consejo Cubano avait décidé de l'ajourner. Une centaine de personnes ont cependant été arrêtées dans tout le pays, mais surtout à La Havane, entre le 15 et le 24 février. Elles ont été menacées d'emprisonnement et d'inculpation pour toutes sortes d'infractions si elles ne mettaient pas un terme à leurs activités ou ne quittaient pas le pays. Certaines ont affirmé qu'on les avait menacées d'être livrées à « la foule en colère » si elles ne tenaient pas compte de ces avertissements.

Lázaro González Valdés et Leonel Morejón Almagro, deux dirigeants du mouvement au niveau national, jugés respectivement les 22 et 23 février 1996, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, détenus du seul fait de leurs activités politiques non violentes.